

Un 1^{er} mai pour les travailleurs et contre le populisme



Pour la deuxième année, les socialistes ont rendu un hommage à Léon Blum à Paris. Peu avant, ils avaient honoré la mémoire de Brahim Bouarram, jeté à la Seine par des skinheads en marge d'un défilé du FN.

Vingt ans après, il semble que l'Histoire s'est répétée. Le FN peut amuser la galerie avec son épuration interne, il n'en sort pas renforcé. Le Pen s'invitant à la tribune, les Femen malmenées par les nervis frontistes tandis que Gollnisch illustre à sa manière la conception frontiste de la liberté de la presse.

De l'autre côté du Rhin, alors que nous nous souvenons 70 ans après de l'horreur nazie, c'est un cortège syndical qui fut attaqué par l'extrême droite à Weimar. La droite aurait pu se poser la question du « ni ni », en attendant, un trio infernal, Estrosi, Ciotti et Wauquiez donne une inquiétante coloration néo frontiste, attestant une porosité plus grande que jamais.

Léon Blum fut le témoin de la montée des périls. Alors qu'il se trouve toujours des esprits mal intentionnés pour faire du PS la cause ou l'allié objectif du FN, nous prônons l'unité de la gauche. Léon Blum est plus actuel que jamais. Avec lui les socialistes ont combattu l'antisémitisme, le fascisme et ils se sont toujours engagés pour l'Unité de la gauche. Mais aussi, Blum est l'homme qui appelait les socialistes à s'affirmer dans la gauche sans s'en laisser compter. Voilà une belle feuille de route pour qu'au cœur du camp des travailleurs, les socialistes aillent de l'avant pour une société sans haine et un monde plus juste.

**AG
EN
DA**

21 mai 2015
*Vote sur
les motions*

28 mai 2015
*Élection du
Premier secrétaire*

Réforme des statuts du Parti socialiste : la parole aux militants

Le 21 mai prochain, les militantes et les militants du Parti socialiste auront à se prononcer sur le projet de réforme statutaire. Ce projet se trouve en ligne sur le site internet : congres parti-socialiste.fr

POURQUOI UNE RÉFORME STATUTAIRE ?

Ce projet fait suite à l'adoption par le Conseil national du 13 décembre 2014, du rapport « *Rénover pour (Re) conquérir* », présenté par Christophe Borgel, Secrétaire national en charge des Élections et de l'animation des Secrétariats nationaux fonctionnels.

Cette rénovation organisationnelle de notre Parti s'inscrit dans la mise en œuvre de la feuille de route engagée par le Premier secrétaire dès le Conseil national du 15 avril 2014, et dont les États Généraux ont constitué la première étape.

L'enjeu est de repenser l'organisation du Parti socialiste pour mener et gagner la bataille culturelle et idéologique. Il s'agit de mettre le Parti en phase avec son temps politique, médiatique et technologique.

Reconquérir c'est être un parti ouvert, qui s'adresse efficacement à tous les Français, sachant les associer pleinement à son fonctionnement et les solliciter dans l'action.

Reconquérir c'est aussi et surtout bâtir un parti ayant au cœur de ses préoccupations les militants, donnant les moyens à chacun de prendre la place qu'il souhaite dans cet enjeu de (re)conquête en fonction de ses centres d'intérêts, du temps qu'il souhaite y consacrer. « *La parole aux militants* », nous l'avons expérimentée lors des États généraux au travers les milliers de contributions reçues – y compris de non-militants. Cela doit devenir le mode de fonctionnement de notre parti.

À partir de ces objectifs, la feuille de route présentait cinq priorités pour un parti rénové et renouvelé : placer le militant au cœur de la nouvelle organisation ; assurer une ouverture permanente vers la société civile ; proposer une formation d'excellence à disposition des militants ; renforcer l'animation politique de toutes les instances ; et faire de « *Solférino* » un pôle d'efficacité au service des adhérents.

Dès lors, il était nécessaire d'intégrer les réformes statutaires découlant de cette stratégie pour notre organisation.

QUELLE MÉTHODOLOGIE ?

Le Conseil national du 7 février dernier a mis en place un groupe de travail – associant l'ensemble des motions – consacré à la réforme des statuts. Ce groupe de travail s'est réuni de façon hebdomadaire durant huit semaines.

Par courrier en date du 3 mars dernier, le Premier secrétaire, Jean-Christophe Cambadélis a saisi les Premiers fédéraux, les Secrétaires de section et les membres des instances nationales afin de leur présenter la démarche et les principaux objectifs (faciliter les adhésions, renforcer les liens avec la société civile et adapter nos structures et mode de fonctionnement etc.).

Sur cette base, une cinquantaine de contributions, collectives ou individuelles, ont été adressées au groupe de travail. Elles ont enrichi les débats et les propositions.

Parallèlement, de nombreux organes ou instances du Parti (Conseil national, collectif des formateurs, FNESR, Conseil économique, social, environnemental et culturel, Commission nationale Entreprise, Haute autorité, juristes du Parti, Alain Richard également, auteur de rapports sur le fonctionnement de fédérations) ont été associés aux travaux afin de faire retour sur leur expérience ou expertise.

Le projet, désormais soumis au vote militant dans la perspective du vote du 21 mai prochain, a été présenté au Bureau national du 5 mai.

LES 14 RÉFORMES STATUTAIRES À SOULIGNER

1 Intégrer la Charte des socialistes pour le progrès humain dans nos statuts.

Fruit d'un travail collaboratif, associant les militants au travers de milliers de contributions, la Charte fut adoptée lors du vote du 3 décembre 2014. Cette charte inscrit dorénavant l'écosocialisme au cœur de notre engagement. Aux côtés de nos statuts, de notre charte d'éthique elle intégrera le kit du nouvel adhérent.

2 Faciliter l'adhésion au Parti socialiste.

Cela se fera notamment par la suppression de la présentation en section. Les dispositifs de contrôle seront cependant renforcés via les instances telles que le BFA. L'idée est de faire de chaque militant un porte-parole du Parti et de fidéliser nos adhérents et nos sympathisants.

3 **Reconnaissance de la formation des militants tout au long de son militantisme.**

Cette proposition du réseau des formateurs s'inscrit dans une démarche globale de renforcement de la formation des militants, des cadres et des élus du Parti socialiste.

4 **Ouvrir le Parti à travers la création des adhérents thématiques.**

Il s'agit d'accueillir les citoyens qui, sur une question spécifique, désireront travailler à nos côtés (actions et idées) notamment à l'occasion de conventions thématiques ou à travers des « *Forums Citoyens* » sur « *l'égalité réelle* », « *la liberté* », « *la fraternité et la laïcité* », « *la transition écologique* », « *le modèle social, les acteurs économiques et le système productif* » et « *les sciences et le progrès* ». L'objectif est, là aussi, de reconnecter le Parti à son époque et aux acteurs qui la font vivre, et de gagner la bataille culturelle et idéologique.

5 **Implantation du Parti.**

Assurer tout à la fois une présence du Parti partout sur le territoire et une vie militante plus structurée avec, par exemple, la possibilité de regrouper des sections à l'échelle d'un canton tout en conservant une approche plus locale à travers la création d'un « *groupe territorial* » par ville pour préparer la reconquête de 2020.

6 **Soutien aux fédérations.**

Création d'une mission de soutien et d'évaluation des fédérations. L'idée est de soutenir les fédérations et de les aider à faire face aux défis qu'elles rencontrent.

7 **Mise en adéquation des fédérations à la réalité institutionnelle des Outre-Mer** au travers des départements, territoires ou collectivités uniques.

8 **Renforcer l'échelon régional**

Il s'agit là de prendre en compte la réforme territoriale engagée. L'échelon régional verra son rôle conforté par la reconnaissance de deux nouvelles compétences : l'Animation politique régionale et la Formation. Sur ce dernier point, il faut noter le travail engagé par la mise en place, d'ores et déjà, début 2015, des Universités permanentes régionales.

9 **Renforcer le travail de réflexion prospective du Parti.**

Il s'agit d'approfondir les missions confiées à notre Conseil économique, social, environnemental et culturel (CESEC). Dans ce Conseil renouvelé, un des collègues sera celui de la Commission nationale entreprises (CNE) et ses déclinaisons que sont les Groupes socialistes d'entreprises (GSE). Le Conseil économique, social, environnemental et culturel aura un rôle d'étude et d'expertise auprès des instances nationales et du Premier secrétaire.

10 **Création d'un rassemblement national annuel des Présidents des groupes socialistes des collectivités territoriales.**

Il est essentiel de développer et de renforcer les liens du Parti socialiste avec ses élus-es et de mutualiser leurs actions.

11 **Précisions des voies de recours** au niveau des fédérations et au niveau national.

12 **Évolution de la Haute autorité.**

À sa demande, la Haute autorité créée au dernier congrès, recentre son activité sur les questions d'éthique et le suivi des primaires. Des modalités pratiques quant aux primaires pour les élections locales sont introduites.

13 **Intégration du vote des militants socialistes sur le choix du candidat des socialistes européens à la présidence de la Commission européenne.**

Cette avancée démocratique, en accord avec les modes de désignation de nos candidats prévus par nos statuts pourrait être portée par le PS au sein du Parti socialiste européen (PSE).

14 **Le processus de révision des statuts nationaux à l'occasion des prochains congrès est précisé.**

Un travail de mise en cohérence des statuts et règlements nationaux et fédéraux et des règlements intérieurs des instances de contrôles nationaux et fédéraux (BNA/BFA, CNCF/CFCE, CNC/CFC) sera mené.

POUR CONCLURE

Une organisation qui place ses adhérents au cœur de son fonctionnement, ce qui suppose de mieux les écouter ; un parti qui place les citoyens au cœur de sa démarche ; des instances territoriales qui se concentrent sur l'animation politique ; des cadres et des militants formés au combat politique et culturel. Tout ceci afin d'avoir un parti plus ouvert, plus participatif, plus collaboratif et donc plus efficace. Telle sont les ambitions et les enjeux de la réforme statutaire soumise au vote des militants le 21 mai prochain.

Rachid Temal

Secrétaire national adjoint aux élections

Le texte intégral des statuts est sur le site congres.parti-socialiste.fr

**Retrouvez les listes
des candidats des motions
aux instances nationales
du Parti sur le site :
[congres.parti-socialiste.fr/
motions](http://congres.parti-socialiste.fr/motions)**

MOTION A

Le redressement au service de l'égalité



Si la critique est facile, l'art de gouverner est plus difficile. En 1936 déjà, arrivant aux responsabilités, dans les rangs socialistes on disait: « *Tout est possible* ». Tout n'est pas possible mais répondre à l'urgence l'est : **le redressement de l'industrie et de l'économie au service de l'efficacité et du financement de notre modèle social, voilà notre conviction.**

À notre arrivée au pouvoir, il a fallu compter avec des contraintes fortes, sans doute insuffisamment martelées alors : gabegie sarkozyste, désindustrialisation massive. Nous avons dû affronter tous les déficits en même temps : budgétaire, du commerce extérieur, de croissance, d'emploi, de justice, de confiance. Depuis 2012, **les gouvernements de Jean-Marc Ayrault et de Manuel Valls ont travaillé sans relâche au redressement de la France.** Tout n'a pas été parfait et beaucoup reste à faire, mais des choix forts ont été pris, pour soutenir l'emploi, l'industrie, la compétitivité de nos entreprises et le pouvoir d'achat, pensant toujours à la justice avec le rétablissement de la retraite à 60 ans pour les carrières longues, les droits rechargeables à l'assurance-chômage ou encore le compte pénibilité.

Aujourd'hui, une nouvelle donne économique s'affirme et les premiers résultats commencent à apparaître. Même si leurs effets ne sont pas encore perceptibles pour les Français, ils doivent être à tout prix confortés. Oui, **la croissance repart, le déficit recule et les investissements reprennent. Ces signes encourageants sont à mettre à l'actif de la gauche et doivent être consolidés, améliorés, amplifiés.**

Mois après mois, **les prévisions de croissance sont revues à la hausse.** La croissance atteindrait donc 1,1 % cette année et 1,7 % en 2016. La

consommation repart, encouragée par la baisse du pétrole et la fin de l'euro cher que la France a, depuis 2012 et longtemps seule, constamment exigée.

Le déficit public a été ramené à 4% du PIB, ce qui est la démonstration de notre sérieux budgétaire. Notons ici que si la France avait appliqué le quart du tiers du programme néo-thatchérien de la droite austéritaire de messieurs Sarkozy, Fillon et Juppé, l'ébauche de reprise que nous connaissons aujourd'hui n'aurait tout simplement jamais eu lieu. Notons aussi que cet effort ne s'est traduit en France ni par la suppression de prestations sociales ni par le licenciement de fonctionnaires.

Enfin, **le gouvernement, suivant en cela les recommandations des principaux signataires de notre motion, a décidé de déployer un puissant effort d'investissement privé comme public.** À noter que **les investissements étrangers en France progressent eux aussi cette année de 8 %.**

Il n'en demeure pas moins que la première urgence aujourd'hui c'est de conforter le début de la reprise et la première priorité c'est de transformer la croissance en emplois. Le chômage ralentit certes un peu sa hausse mais cela reste profondément insuffisant. Aucun satisfecit ne peut donc être envisagé, mais ces premiers signes encourageants doivent nous pousser à agir avec encore plus de détermination.

C'est la raison pour laquelle **notre motion veut amplifier, voire corriger pour réussir.** C'est pourquoi nous voulons mettre les chantiers de l'égalité au cœur des deux années à venir, que nous voulons faire de la sécurisation des parcours professionnels la grande avancée sociale du

quinquennat. Il faudra aussi, après la baisse enclenchée de l'impôt sur le revenu, engager la réforme de la fiscalité pour la rendre plus juste, plus verte, plus efficace, plus simple aussi. Enfin, nous utiliserons les rapports d'évaluation publiés dans le cours de cette année sur le CICE et le pacte de responsabilité, pour mieux cibler nos objectifs. Adapter pour optimiser c'est aussi cela avoir « *le sens vif du réel* » comme le disait Jaurès.

Ne manquons pas cette occasion historique de réconcilier les Français avec l'action politique au moment même où ils s'interrogent sur l'efficacité de la politique économique. **La meilleure façon de répondre à leur demande d'espérance et de mettre enfin un terme à leur immense impatience, c'est la réussite de la reprise économique en cours. La meilleure façon d'être fidèles au discours du Bourget, à la soif d'explications, de solutions et de vision de 2012, c'est de réussir le tournant de l'investissement.**

Dans ce moment précis, l'enjeu du Congrès est simple : soit une majorité nette avec un agenda précis pour réussir la fin du quinquennat, soit une ligne critique visant à défaire l'exécutif, s'installe au cœur du Parti. Nous pensons que notre motion combine efficacité dans l'inflexion, réalisme dans l'injonction, solidarité dans l'action vis-à-vis du gouvernement.

Nous sommes sûrs que la reconnaissance du parcours professionnel sera le marqueur social du quinquennat et que le redressement sera la rançon du courage politique.

Donnez à la motion A une majorité pour agir pour l'égalité.

MOTION B

Un agenda pour répondre aux urgences et réformer dans le sens du progrès



Notre pays a tous les atouts et tous les talents pour se relever. Pour cela, le cap fixé ne peut être seulement un récit comptable de son redressement. Il nous faut agir à la mesure des épreuves vécues par nos concitoyens, ceux qui nous attendent encore, qui nous espèrent souvent. L'urgence des vies précaires, des emplois détruits sans que d'autres ne les remplacent, l'urgence de leur présent à consolider et d'un avenir qui leur semble incertain. Derrière l'apparent tripartisme et la montée du FN, il y a un peuple qui nous quitte. Retrouver le sens du progrès, lutter contre un sentiment d'impuissance trop répandu, voilà l'enjeu des deux années qui nous séparent de 2017.

Le PS doit sortir de son hibernation, inspirer la politique du gouvernement, garantir nos engagements, ceux du Bourget comme ceux de Poitiers. Notre parti, majoritaire, doit être respecté par le gouvernement. Le pays ne va pas bien. C'est aussi qu'il vit une profonde défaillance démocratique. Les Français ont la conviction que la politique se fait sans eux et qu'elle n'apporte pas de réels changements. L'abstention remplace les mobilisations. La démocratie sociale ne décolle pas. Le Parlement se laisse marginaliser.

Après quatre défaites électorales en moins d'un an, c'est une forme de renaissance que nous voulons concrétiser par des actes forts pour redonner envie de la gauche, et nous permettre des victoires dès cette année aux élections régionales, puis en 2017. Ces orientations doivent rassembler les Socialistes et peuvent être le ferment du rapprochement de la gauche.

Fixer ensemble l'agenda des réformes pour retrouver la confiance des Français et réussir le quinquennat : voilà ce que doit être le message de Poitiers.

Dans les dix-huit mois qui viennent, en se concentrant sur l'essentiel et en profitant de l'amélioration de la conjoncture (baisse de l'euro, rachat des dettes publiques par la BCE, plan d'investissement européen, baisse du cours du pétrole), nous pouvons redonner confiance en notre action et obtenir des résultats qui mêlent efficacité économique et justice sociale.

Le congrès de Poitiers ne peut se réduire à de belles déclarations sans lendemains : il faut utiliser le dernier budget utile de ce quinquennat, le PLF 2016, pour traduire les inflexions nécessaires, voire, pour certaines, les inscrire dans un collectif budgétaire dès cet été.

Cet agenda des réformes que notre Motion a présenté le 6 mai dernier se concentre sur trois priorités.

1. Réorienter la politique d'aide aux entreprises pour la rendre réellement efficace et créatrice d'emplois

Nous proposons d'abord de changer la nature du CICE afin que les très importantes dépenses publiques engagées ne bénéficient qu'à l'investissement productif. Nous voulons également créer un dispositif de **modulation de l'Impôt sur les Sociétés** en fonction de l'affectation des bénéfices. Plus une entreprise distribue des dividendes, plus elle est taxée. Plus elle réinvestit ses bénéfices et soutient ainsi l'investissement, moins elle l'est.

2. Améliorer sensiblement les conditions de vie des classes populaires et moyennes

Nous proposons de procéder à une première étape de la réforme fiscale, aux bénéfices immédiats de pouvoir d'achat pour les plus modestes : **l'instauration d'un barème progressif à la CSG.**

Nous voulons ensuite **revaloriser le point d'indice** de la fonction publique, gelé depuis 2010.

Afin de tenir les engagements pris devant la jeunesse, nous proposons **d'élargir la prime d'activité à tous les étudiants** et apprentis de moins de 25 ans et **d'augmenter le nombre et le niveau des bourses** sur critères sociaux.

Pour être à la hauteur de l'énergie citoyenne qui s'est révélée lors des rassemblements du 11 janvier, nous proposons un **Plan République de 12 milliards d'euros en 2 ans** (financé notamment par la réorientation que nous proposons du pacte de responsabilité) afin de garantir la présence physique des services publics (accès au très haut débit, santé, école, petite enfance) dans les territoires qui en ont le plus besoin, de répondre à la crise du logement ou encore de lutter contre les discriminations.

Nous voulons enfin promouvoir un nouveau modèle de développement pour améliorer le bien-être quotidien des Français.

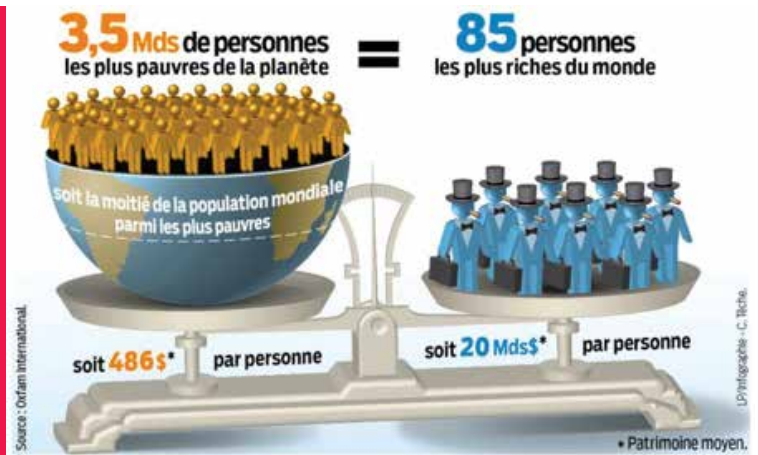
3. Réaffirmer le rôle de régulation et de protection de la puissance publique

Une nouvelle loi bancaire doit être mise en chantier. Cette loi garantirait le financement de l'économie dans tous les territoires, renforcerait la protection des consommateurs, interdirait les activités toxiques à l'économie et lutterait efficacement contre l'évasion et l'optimisation fiscales.

Le code du travail n'est pas un obstacle, il est à reconstruire. Nous proposons d'engager une nouvelle étape dans la reconnaissance des droits des salariés (sécurité sociale professionnelle, présence des salariés dans les CA des entreprises de plus de 1 000 salariés et inscription du burn-out au tableau des maladies professionnelles).

MOTION C

Vivre et mieux partager les richesses



Après avoir vécu une crise financière et économique sans précédent, la France doit trouver sa place et s'imposer face à la mutation liée à la mondialisation et au néolibéralisme. Le monde se façonne rapidement, la concurrence est accrue dans un marché mondialisé, une financiarisation à outrance des économies et des entreprises, des déréglementations permanentes, une complexification des marchés et un accroissement de leur imprévisibilité.

Ce bouleversement creuse de plus en plus le fossé des inégalités, dont le niveau n'a jamais été aussi fort entre les plus riches, les classes moyennes inférieures craignant le déclassement et de près de 9 millions de personnes qui vivent dans la pauvreté et la précarité.

C'est le modèle économique dans son ensemble qu'il faut réinventer ! Il est urgent de nous orienter dans l'innovation pour retrouver le chemin de la croissance partagée, une croissance plus qualitative car plus respectueuse des êtres humains.

Cela n'est possible que par des politiques européennes monétaire, budgétaire, économique, fiscale et financière volontaristes et partagées par tous les pays de la zone euro.

En France, pour réinjecter de l'argent dans l'économie, la Motion C propose que la moitié des 41 milliards d'euros du Pacte de Responsabilité et de Solidarité soit adressée en priorité aux PME et ETI. Une des priorités de la Banque Publique d'Investissement (BPI) doit ainsi être de financer et d'encourager l'économie sociale et solidaire dont les emplois sont moins délocalisables.

Il faut aider les ménages les plus fragiles, pour plusieurs raisons :

- Ce sont ceux qui en ont le plus besoin.

- Ce sont ceux qui consomment immédiatement ce qu'ils perçoivent en revenus supplémentaires.

Dans la pratique, le crédit d'impôt est la meilleure façon d'augmenter le pouvoir d'achat, sans pénaliser la rentabilité des petites entreprises.

Les aides aux investissements en économie d'énergie sont prioritaires, car réduire la consommation d'énergie c'est offrir du pouvoir d'achat et préserver la planète, nous ne sommes pourtant qu'à l'aube de l'orientation vers des énergies non fossiles. Ainsi, la Motion C propose de créer une véritable filière d'excellence bois-énergie et encourage l'État comme les collectivités à basculer dans l'économie circulaire, ce qui obligera les entreprises à suivre ce mouvement. Il est temps de mettre fin à l'obsolescence programmée, d'inciter à l'éco-conception des produits prenant en compte leur recyclage, et de pousser en avant la chimie verte, plus naturelle sans pesticides et moins émettrice de polluants.

La dynamique, l'avenir d'un pays reposent sur tous mais en premier lieu sur sa jeunesse. Les Jeunes sont aujourd'hui une génération sacrifiée en terme d'emploi, de pauvreté et de précarité. Toutes les statistiques le prouvent malheureusement. Ils sont les premières victimes de la pauvreté, frappés deux fois plus que la moyenne nationale par le chômage, mais aussi par la précarité puisque les trois quarts des nouvelles embauches se font aujourd'hui en CDD. Suite à l'annonce de l'élargissement de la prime d'activité aux moins de 25 ans, la Motion C propose une suppression des charges pour les entreprises embauchant des jeunes non diplômés de moins de 25 ans pendant 5 ans.

Il est également urgent que notre parti étudie l'idée d'un accès pour tous à

la santé. La disparition progressive de médecins, notamment dans les départements ruraux, est un vrai problème. Le numerus clausus a baissé depuis 1971 alors que la population a augmenté de manière considérable ! La Motion C propose de développer les maisons de santé pour offrir aux jeunes médecins la possibilité de s'implanter à moindre coût et de préserver leur vie de famille. Par ailleurs s'impose à nous le développement de la « Silver économie », qui vise l'accompagnement des séniors et le développement des services à la personne. La Motion C souhaite la mise en place d'une 5^e branche de la Sécurité sociale dédiée à la dépendance.

Enfin, nous devons nous pencher sérieusement sur une réforme de Pôle Emploi que les employeurs délaissent. Il est nécessaire de revoir le dispositif d'accompagnement et de suivi du demandeur d'emploi, afin que le Pôle Emploi redevienne un véritable partenaire de l'entreprise au service de l'emploi. Les employeurs doivent être contraints d'accueillir un quota d'apprentis et nouveaux professionnels.

En France, libérons les forces de tous les acteurs de notre société pour vivre mieux de la croissance ; nous devons être des porteurs d'espérance pour proposer aux individus une autre perspective que le toujours plus, en privilégiant le toujours mieux, afin de réduire les inégalités ! Gardons à l'esprit que c'est le peuple qui fait et change l'Histoire, aucun dogme économique, aucune politique même néolibérale ne sont gravés dans le marbre ! Socialistes, cultivons l'« invincible Espoir » !

Pour lire et signer la Motion C : <http://onpcr.fr>



Pour nous suivre sur Facebook (ONPCR) et sur Twitter (@osons2015)

MOTION D

Réinventer le travail,
réformer la fiscalité,
cibler les aides
aux entreprises... :
toutes ces réformes
que nous devons
mener d'ici 2017



Le 1^{er} Mai 2015, la gauche a traditionnellement fêté le travail. Pourtant le travail est devenu le symbole des problèmes économiques et sociaux auxquels le PS doit apporter des réponses : quand la France du XX^e siècle réclamait de meilleures conditions de travail, la France de 2015 en est réduite à réclamer du travail stable. Et pour une partie importante de nos concitoyens, du travail tout court. Alors que dit-on à nos concitoyens qui enchaînent des contrats précaires, courts, sans perspective et sans protection ? Pour eux, la gauche a le devoir de réinventer le travail après la crise de 2008.

La gauche du XIX^e siècle avait eu le courage de penser le mouvement mutualiste et d'y puiser les idées de demain. La gauche du XXI^e siècle peine à comprendre l'impact que l'économie sociale et solidaire va avoir sur nos façons de produire, de consommer et de concevoir les rapports hiérarchiques. Quelques idées défendues par La Fabrique que nous proposons de mettre en œuvre dans la deuxième partie de notre quinquennat : donner une réelle reconnaissance à ce nouveau travail, en instaurant par exemple un taux de TVA à 5 % pour l'ensemble de ce secteur de l'ESS ; sortir de la sphère marchande l'accompagnement des seniors, pour développer le secteur autour d'un vrai service public des maisons de retraite ; revoir de fond en comble la formation professionnelle en consacrant non pas 2 % de ses montants aux chômeurs mais 30 %.

Quand il s'agit de l'entreprise, les Français sont contradictoires : ils voient désormais les PME comme l'endroit où la dynamique de la société se capte, à la différence

des grandes institutions ; et dans le même temps, ils réclament des mesures contre l'épuisement au travail (« burn out ») qui devrait être pleinement reconnu par la Sécurité Sociale. Pour que l'équilibre des forces au sein des entreprises se rétablisse nous devons trouver le moyen de mettre en place une véritable démocratie sociale. Nous proposons par conséquent d'instaurer la syndicalisation automatique de tous les travailleurs. Tout en respectant les choix individuels, il s'agirait de donner la possibilité lors de la signature d'un contrat de travail de choisir librement une affiliation à un organe syndical. Le désir de participation à la vie collective est important et mériterait d'être encouragé, pour réinventer les méthodes et les conditions de travail.

La lutte pour l'emploi passe aussi évidemment par une politique économique de soutien à la croissance, c'est-à-dire à la valeur créatrice d'emplois. Il n'est pas acceptable que les milliards d'euros de baisse de prélèvements accordés aux grandes entreprises via le CICE et le Pacte de responsabilité ne se traduisent toujours pas par des accords de branche et par des embauches et de l'investissement. Notre politique économique doit désormais garantir une meilleure utilisation des aides publiques aux entreprises, à commencer par le CICE qui doit être ciblé sur les PME, ou par le Pacte de responsabilité qui doit être accordé en échange de contreparties sur l'emploi, et sans attendre une évaluation qui est déjà faite par les seuls chiffres du chômage.

Enfin, l'économie ne pourra redonner de l'espoir que si nous garantissons la justice de notre système

de contributions publiques. Nous devons engager sans plus attendre le chantier de la réforme fiscale : créons un nouvel impôt qui remplace l'impôt sur le Revenu, CSG, prélèvement libérateur et prime pour l'emploi. Il reposera sur un barème très progressif compris par les citoyens. Par cette refonte, nous pouvons faire en sorte que les retraités qui ont des petites pensions et qui sont entrés dans l'impôt avec les réformes de Nicolas Sarkozy retrouvent rapidement du pouvoir d'achat. Et d'ailleurs, en matière fiscale, nous devons mettre fin à l'impuissance publique. La lutte contre la fraude fiscale est un préalable absolu : la guerre doit être déclarée aux paradis fiscaux, sous la forme de hausse des droits de douane sur les marchandises en provenance du Panama ou de Suisse. Une politique économique de gauche, c'est une politique économique de régulation des marchés et de protection des personnes. L'un ne va pas sans l'autre. À ces deux piliers nous ajoutons que la gauche ne doit pas se laisser enfermer dans une société de consommation. La régulation, c'est faire en sorte que la parole des salariés et celle des petites entreprises qui sont les fournisseurs ou les clients soient entendues et prises en compte dans le dialogue social. L'État doit intervenir pour ne pas laisser le plus fort l'emporter, par exemple en protégeant les droits liés à la propriété industrielle des PME : c'est de la régulation moderne face au libéralisme financier qui en train de gagner les esprits. C'est ce que La Fabrique, avec ses 86 propositions, porte dans le Congrès de Poitiers.



Congrès de Poitiers

5, 6 et 7 juin 2015

congres.parti-socialiste.fr
#CongrèsPS

VOTES DU 21 MAI

VOTE sur les MOTIONS

- Motion A** | LE RENOUVEAU SOCIALISTE,
Réunir ! Réussir ! Renouveler !
Premier signataire : Jean-Christophe Cambadélis
- Motion B** | À GAUCHE, POUR GAGNER !
Premier signataire : Christian Paul
- Motion C** | OSONS UN NOUVEAU PACTE CITOYEN ET RÉPUBLICAIN
Première signataire : Florence Augier
- Motion D** | LA FABRIQUE
Première signataire : Karine Berger

VOTE sur la CODIFICATION STATUTAIRE

- POUR CONTRE ABSTENTION

VOTE sur le RAPPORT D'ACTIVITÉ NATIONAL

- POUR CONTRE ABSTENTION

VOTE sur le RAPPORT D'ACTIVITÉ FÉDÉRAL

- POUR CONTRE ABSTENTION

